

de travailleurs occupés répondant aux conditions fixées par l'article 5 du même arrêté a été maintenu au cours de l'année concernée. »

Art. 3. Un article 5, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 5. L'article 2, § 2, alinéa 1er, 10° de l'arrêté royal du 24 décembre 1980 précité, s'applique comme suit :

les employeurs qui déclarent à l'Office national de sécurité sociale plus de 499 travailleurs pour le premier trimestre concerné, ou plus de 499 travailleurs en moyenne pour la première année concernée, ne peuvent bénéficier de primes. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1981.

Bruxelles, le 18 septembre 1981.

R. DE WULF

F. 81 — 1718

18 SEPTEMBRE 1981. — Arrêté ministériel d'exécution de l'arrêté royal du 12 août 1981 accordant des primes de réadaptation et des primes d'adaptation aux employeurs assujettis pour la première fois à la sécurité sociale des travailleurs au cours de l'année 1981 ou de l'année 1982 (1)

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1981 accordant des primes de réadaptation et des primes d'adaptation aux employeurs assujettis pour la première fois à la sécurité sociale des travailleurs au cours de l'année 1981 ou de l'année 1982, notamment les articles 2, § 2, 4 et 8;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Considérant, devant la persistance et le développement d'un chômage important, qu'il est apparu nécessaire de permettre aux employeurs assujettis pour la première fois en 1981 à la sécurité sociale des travailleurs de bénéficier immédiatement de primes de réadaptation et de primes d'adaptation;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application de l'article 2, § 2, alinéa 1er, 8° de l'arrêté royal du 12 août 1981 accordant des primes de réadaptation et des primes d'adaptation aux employeurs assujettis pour la première fois à la sécurité sociale des travailleurs au cours de l'année 1981 ou de l'année 1982, on entend :

1° par professions libérales, les professions de : médecins, pharmaciens, dentistes, vétérinaires, avocats, notaires, architectes et huissiers de justice, ainsi que les professions paramédicales;

2° par associations : les associations de fait formées par les personnes exerçant une des professions énumérées au 1°.

Art. 2. Pour l'application de l'article 4, § 1er et § 2, alinéas 1er, 2 et 3 de l'arrêté royal du 12 août 1981 précité, le comité de gestion de l'Office national de l'emploi peut assimiler à des journées rémunérées les journées de suspension de l'exécution du contrat de travail résultant d'une grève.

Art. 3. § 1er. Pour l'application de l'article 8, alinéa 1er de l'arrêté royal du 12 août 1981 précité, le droit à une ou plusieurs primes acquises pour la première fois avant le 31 décembre 1982

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Arrêté royal du 12 août 1981, *Moniteur belge* du 19 août 1981.

dat aan de voorwaarden bepaald in artikel 5 van hetzelfde besluit voldoet, tijdens het betrokken jaar tewerkgesteld is geweest. »

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5. Artikel 2, § 2, eerste lid, 10° van het voormeld koninklijk besluit van 24 december 1980, wordt als volgt toegepast :

de werkgevers die bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor het eerste betrokken trimester meer dan 499 werknemers, of voor het eerste betrokken jaar gemiddeld meer dan 499 werknemers aangeven, kunnen geen premies genieten. »

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1981.

Brussel, 18 september 1981.

R. DE WULF

N. 81 — 1718

18 SEPTEMBER 1981. — Ministerieel besluit genomen in uitvoering van het koninklijk besluit van 12 augustus 1981 waarbij aan de werkgevers die voor het eerst in de loop van het jaar 1981 of 1982 onder de toepassing vallen van de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wederaanpassingspremies en aanpassingspremies worden toegekend (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1981 waarbij aan de werkgevers die voor het eerst in de loop van het jaar 1981 of 1982 onder de toepassing vallen van de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wederaanpassingspremies en aanpassingspremies worden toegekend, inzonderheid op de artikelen 2, § 2, 4 en 8;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973; inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat het omwille van de aanhoudende en steeds toenemende werkloosheid noodzakelijk is gebieken de werkgevers die in 1981 voor het eerst bij de maatschappelijke zekerheid der arbeiders zijn aangesloten, toe te laten onmiddellijk wederaanpassingspremies en aanpassingspremies te genieten;

Gelet op de hoogdringendheid,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van artikel 2, § 2, eerste lid, 8° van het koninklijk besluit van 12 augustus 1981 waarbij aan de werkgevers die voor het eerst in de loop van het jaar 1981 of 1982 onder de toepassing vallen van de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wederaanpassingspremies en aanpassingspremies worden toegekend, verstaat men :

1° onder vrije beroepen : de beroepen van : geneesheren, apothekers, tandartsen, dierenartsen, advocaten, notarissen, architecten en gerechtsdeurwaarders, alsook de paramedische beroepen;

2° onder verenigingen : de feitelijke verenigingen gevormd door de personen die een beroep uitoefenen vermeld onder 1°.

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 4, § 1 en § 2, eerste, tweede en derde lid van het voormeld koninklijk besluit van 12 augustus 1981 kan het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening de dagen van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst ten gevolge van een staking met betaalde dagen gelijkstellen.

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van artikel 8, eerste lid van het voormeld koninklijk besluit van 12 augustus 1981, blijft het recht op één of meerdere premies, dat vóór 31 december 1982 voor het

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit van 12 augustus 1981, *Belgisch Staatsblad* van 19 augustus 1981.

est conservé pendant une période de sept trimestres consécutifs prenant cours à l'expiration du premier trimestre concerné, dans la mesure où les conditions d'octroi de l'article 4, § 1er et § 2, alinéas 1, 2 et 3 et de l'article 5 du même arrêté sont remplies.

Lorsque, par suite d'une nouvelle augmentation du nombre de journées rémunérées, une ou plusieurs primes supplémentaires sont acquises avant le 31 décembre 1982 par rapport au nombre de primes dont le droit a été précédemment acquis, le droit à ces primes supplémentaires est conservé pendant une période de sept trimestres consécutifs prenant cours à l'expiration du premier trimestre concerné par ces primes supplémentaires, dans la mesure où les conditions d'octroi de l'article 4, § 1er et § 2, alinéas 1er, 2 et 3 de l'article 5 de l'arrêté royal du 12 août 1981 précité, sont remplies.

§ 2. L'article 2, § 2, alinéa 1er, 11° de l'arrêté royal du 12 août 1981 précité s'applique comme suit :

aux employeurs qui ont acquis le droit à une ou plusieurs primes pour un des trimestres de l'année 1981 ou de l'année 1982 et qui déclarent plus de 499 travailleurs à l'Office national de sécurité sociale pour un de ces trimestres, les primes sont dues pour une période maximum de huit trimestres consécutifs prenant cours au début du premier trimestre concerné qui se situe avant le trimestre pour lequel ils déclarent plus de 499 travailleurs.

Le droit à une ou plusieurs primes acquis pour la première fois avant le trimestre pour lequel ces employeurs déclarent plus de 499 travailleurs et le droit à une ou plusieurs primes supplémentaires acquis avant le même trimestre, sont conservés pendant une période de sept trimestres consécutifs prenant cours à l'expiration du premier trimestre concerné par ces primes, dans la mesure où les conditions d'octroi de l'article 4 de l'arrêté royal du 12 août 1981 précité sont remplies et dans la mesure où le même nombre de travailleurs répondant aux conditions fixées par l'article 5 du même arrêté a été occupé au cours du trimestre concerné.

Art. 4. Pour l'application de l'article 8, alinéa 2 de l'arrêté royal du 12 août 1981 précité, le droit à une ou plusieurs primes acquis pour la première fois pendant une première année concernée est conservé pendant l'année qui lui est consécutive, dans la mesure où les conditions d'octroi de l'article 4, § 1er et § 2, alinéas 1er, 2 et 3 et de l'article 5 du même arrêté sont remplies.

L'article 2, § 2, alinéa 1er, 11° de l'arrêté royal du 12 août 1981 précité s'applique comme suit :

aux employeurs qui ont acquis le droit à une ou plusieurs primes pour une première année concernée et qui déclarent plus de 499 travailleurs en moyenne à l'Office national de sécurité sociale, les primes sont dues pour une période maximum de huit trimestres consécutifs prenant cours au début de la première année concernée. Le droit à une ou plusieurs primes acquis pour la première fois pendant une première année concernée est conservé pendant l'année qui lui est consécutive dans la mesure où les conditions d'octroi de l'article 4, § 1er et § 2, alinéas 1er, 2 et 3 du même arrêté sont remplies et dans la mesure où le même nombre de travailleurs occupés répondant aux conditions fixées par l'article 5 du même arrêté a été maintenu au cours de l'année concernée.

Art. 5. L'article 2, § 2, alinéa 1er, 11° de l'arrêté royal du 12 août 1981 précité s'applique comme suit :

les employeurs qui déclarent à l'Office national de sécurité sociale plus de 499 travailleurs pour le premier trimestre concerné ou plus de 499 travailleurs en moyenne pour la première année concernée ne peuvent bénéficier de primes.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1981.

Bruxelles, le 18 septembre 1981.

R. DE WULF

eerst verworven is, behouden gedurende een periode van zeven opeenvolgende trimesters, met ingang van het einde van het eerste betrokken trimester, in de mate dat de toekenningsvoorwaarden van artikel 4, § 1 en § 2, eerste, tweede en derde lid en van artikel 5 van hetzelfde besluit vervuld zijn.

Wanneer, ten gevolge van een nieuwe toename van het aantal betaalde dagen één of meerdere bijkomende premies verworven worden vóór 31 december 1982 in verhouding tot het aantal waarvoor voordien het recht verworven werd, blijft het recht op deze bijkomende premies behouden gedurende een periode van zeven opeenvolgende trimesters met ingang van het einde van het eerste door deze bijkomende premies betrokken trimester, in de mate dat de toekenningsvoorwaarden van artikel 4, § 1 en § 2, eerste, tweede en derde lid en van artikel 5 van het voormeld koninklijk besluit van 12 augustus 1981, vervuld zijn.

§ 2. Artikel 2, § 2, eerste lid, 11° van het voormeld koninklijk besluit van 12 augustus 1981 wordt als volgt toegepast :

aan de werkgevers die voor één van de trimesters van het jaar 1981 of het jaar 1982 het recht hebben verworven op één of meerdere premies en die voor één van die trimesters bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid meer dan 499 werknemers aangeven, zijn de premies verschuldigd voor een periode van ten hoogste acht opeenvolgende trimesters met ingang van het eerste betrokken trimester dat gelegen is vóór het trimester waarvoor zij meer dan 499 werknemers aangeven.

Het recht op één of meerdere premies dat vóór het trimester waarvoor die werkgevers meer dan 499 werknemers aangeven voor het eerst verworven is en het recht op één of meerdere bijkomende premies dat vóór datzelfde trimester verworven is, blijft behouden gedurende een periode van zeven opeenvolgende trimesters met ingang van het einde van het eerste door deze premies betrokken trimester, in de mate dat de toekenningsvoorwaarden van artikel 4 van het voormeld koninklijk besluit van 12 augustus 1981 vervuld zijn en in de mate dat hetzelfde aantal werknemers dat aan die voorwaarden bepaald bij artikel 5 van hetzelfde besluit voldoet, tijdens het betrokken trimester tewerkgesteld is geweest.

Art. 4. Voor de toepassing van artikel 8, tweede lid van het voormeld koninklijk besluit van 12 augustus 1981, blijft het recht op één of meerdere premies dat voor het eerst verworven is gedurende een eerste betrokken jaar behouden tijdens het daarop volgende jaar, in de mate dat de toekenningsvoorwaarden van artikel 4, § 1 en § 2, eerste, tweede en derde lid en van artikel 5 van hetzelfde besluit vervuld zijn.

Artikel 2, § 2, eerste lid, 11° van het voormeld koninklijk besluit van 12 augustus 1981 wordt als volgt toegepast :

aan de werkgevers die voor een eerste betrokken jaar het recht op één of meerdere premies hebben verworven en die bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gemiddeld meer dan 499 werknemers aangeven, zijn de premies verschuldigd voor een periode van ten hoogste acht opeenvolgende trimesters met ingang van het begin van het eerste betrokken jaar. Het recht op één of meerdere premies voor het eerst verworven tijdens een eerste betrokken jaar blijft behouden gedurende het volgende jaar in de mate dat de toekenningsvoorwaarden van artikel 4, § 1 en § 2, eerste, tweede en derde lid van hetzelfde besluit vervuld zijn en in de mate dat hetzelfde aantal werknemers dat aan de voorwaarden bepaald in artikel 5 van hetzelfde besluit voldoet, tijdens het betrokken jaar tewerkgesteld is geweest.

Art. 5. Artikel 2, § 2, eerste lid, 11° van het voormeld koninklijk besluit van 12 augustus 1981 wordt als volgt toegepast :

de werkgevers die bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor het eerste betrokken trimester meer dan 499 werknemers of voor het eerste betrokken jaar gemiddeld meer dan 499 werknemers aangeven, kunnen geen premies genieten.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1981.

Brussel, 18 september 1981.

R. DE WULF